

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

G20

Deux capitaines mais pas de boussole

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 5 novembre 2011

Démocratie & Socialisme

Nicolas Sarkozy aura tiré du G20 de Cannes tout ce qu'il pouvait en tirer : un duo télévisé avec Obama. Il répète sur tous les tons qu'il n'est pas candidat, qu'« il travaille ». Qu'importe si ce « travail » ne produit que du vent : seule compte l'élection de 2012.

Le G20 de Cannes n'aura obtenu en tout et pour tout qu'un seul résultat concret : l'accroissement des moyens du FMI.

C'est loin d'être une bonne nouvelle pour les peuples du monde quand on sait ce que signifient les plans d'ajustement structurels de cette institution : privatisations, politiques d'austérité pour les salariés, les retraités, envolée du chômage et des inégalités.

Tous les autres résultats sont restés de simple engagement sans réelles conséquences pratiques

La taxe sur les transactions financières

Plusieurs pays, outre la France et l'Allemagne, ont dit avoir un certain intérêt pour cette mesure : l'Espagne, l'Argentine, l'Afrique du Sud ou le Brésil. Mais les États-Unis et le Royaume-Uni se sont prononcés fermement contre.

La mise en place d'un socle de protection sociale

Sarkozy s'en gargarisait en janvier. Elle est passée à la trappe, remplacée par l'annonce de la mise en place d'une politique pour l'emploi des jeunes.

Les politiques néolibérales ont pour objectif commun de reculer l'âge de départ en retraite aux dépens des jeunes qui cherchent un travail. Ces mêmes politiques sèment partout l'austérité et le chômage : 40 % des moins de 25 ans sont au chômage en Grèce et en Espagne. Le G20 a trouvé la parade en créant un groupe de travail sur l'emploi des jeunes.

Le Système monétaire international

C'était une des priorités de Sarkozy. Mais son objectif se situait aux antipodes de ce qui serait aujourd'hui nécessaire : un système de changes fixes pour mettre fin à ces milliards de dollars de spéculation quotidienne sur le marché des changes.

Au contraire, la préoccupation de l'UE et des États-Unis était d'amener la Chine à flexibiliser son taux de change et à faire en sorte que la valeur du Yuan dépende de plus en plus librement du marché des changes actuels, un marché des changes flottants.

Quant à la surévaluation de l'euro, elle n'a jamais été évoquée. Elle arrange bien tout le monde, y compris les détenteurs de capitaux européens. Tout le monde à l'exception des salariés européens qui voient leurs salaires stagner et leurs droits sociaux réduits pour que les entreprises qui les emploient restent « compétitives ».

La croissance

Tout était dit dans le communiqué final qui affirmait « Les pays développés s'engagent à adopter des politiques de nature à renforcer la confiance et à soutenir la croissance... » mais qui ajoutait quelques lignes plus bas : « Nous saluons les décisions prises par les chefs d'État et de gouvernement européens le 26 octobre 2011 ». Mesures qui enfonceront encore plus la Grèce dans la récession qu'elle subit depuis quatre ans et dont le PIB aura encore reculé de 5,5 % en 2011.

Le communiqué demandait certes au pays qui affichait des excédents de s'engager à mettre en oeuvre des réformes destinées à accroître la demande intérieure. Mais il ne s'agissait là que de demandes bien polies sans la moindre sanction à la clé, alors que pour la Grèce, c'était le bâton que maniait l'Union européenne sous les applaudissements des autres membres du G20.

La lutte contre toute forme de protectionnisme continue

La réforme de la gouvernance mondiale

Au-delà des phrases alambiquées du communiqué, la réalité est que les institutions de l'ONU perdent progressivement leur pouvoir aux dépens de deux institutions fondamentalement anti-démocratiques : le FMI et l'OMC.

L'identification des banques « présentant » un danger systémique

29 banques ont été identifiées comme présentant un tel danger qui signifie qu'en cas de faillite, chacune de ces banques pourrait entraîner tout le système bancaire international dans sa chute. Ces banques sont « trop grandes pour faire faillite ».

Le G20 ne propose aucune mesure efficace pour parer ce danger. Ni la séparation stricte des banques des opérations de dépôts et des banques d'investissement (se livrant principalement à la spéculation), ni l'interdiction de la « titrisation » des crédits. Non, le communiqué final du G20 appelle seulement à ce que ces banques fassent l'objet « d'une surveillance globale renforcée et respectent des règles de prudence plus strictes ». Des fétus de paille contre des mastodontes dont la dangerosité pour la société n'est plus à démontrer.

Les paradis fiscaux

Nicolas Sarkozy osa affirmer lors de ce G20 : « On n'est plus dans le même monde. Il y a onze paradis fiscaux. Il y en avait plusieurs dizaines lorsqu'on a commencé à Londres ». Il y a pourtant toujours autant de paradis fiscaux : ils ont simplement été effacés de la liste de l'OCDE. Il leur suffisait pour cela de passer douze accords de transparence fiscale (entre paradis fiscaux si nécessaire) pour disparaître de la liste de l'OCDE.

Quant aux Delaware, à Jersey et Guernesey, à Hong Kong qui sont d'authentiques paradis fiscaux, le G20 de Londres avait conclu qu'il ne saurait être question de les traiter de la sorte puisque ces paradis appartenaient aux États-Unis, au Royaume-Uni, à la Chine que l'OCDE ne considérait pas comme des paradis fiscaux.

La dette publique des pays de l'Union européenne

Ce fut le morceau de résistance de ce G20 dont les participants craignaient comme la peste que la crise de la dette grecque ne s'étende à la zone euro puis à l'Union européenne et enfin à l'ensemble du monde, en particulier aux États-Unis dont le total des dettes publiques et privées est sans commune mesure avec le total des dettes des pays de l'Union européenne.

Mais malgré les bruyantes congratulations de cet aréopage. Il reste toujours deux problèmes d'une brûlante actualité : les dettes grecque et italienne.

La dette grecque

La diminution des créances des banques en faveur de la Grèce signifiera, au mieux, une diminution de 28 % du total de la dette publique grecque. La dette grecque est aussi détenue par d'autres créanciers, notamment par des États et des fonds souverains.

Cette diminution sera au mieux de 28 % car seules les banques volontaires effaceront leurs créances. Si 10 % des créances détenues par les banques ne font pas l'objet de la décote de 50 % prévue par l'accord du 26 octobre, la dette grecque n'aura diminué que de 25 %. Elle sera toujours aussi impossible à rembourser pour la Grèce.

D'autant plus impossible à rembourser que les plans d'austérité imposés par la troïka enfonceront encore plus la Grèce dans la récession et augmentera mécaniquement le montant de sa dette publique. La restructuration, voire l'annulation de la dette publique grecque reste toujours à l'ordre du jour.

La dette italienne

Il faut se rappeler, que deux jours après l'accord européen et avant même la déclaration fracassante de Papandréou annonçant un référendum grec, les taux d'une nouvelle émission de titres publics italiens à 10 ans avaient atteint un taux très élevé (6,06 %). Ce taux indiquait clairement le peu de confiance que les marchés financiers accordaient au plan du 26 octobre. Après l'épisode du référendum, nous en sommes de nouveau là.

Les oligarques européens attendaient beaucoup de leur Fonds de stabilité, de son effet levier et de son renforcement par un « véhicule spécial » destiné à recevoir les fonds des pays émergents, notamment de la Chine et du Brésil. Le Brésil a sèchement refusé. La Chine a fait très aimablement savoir que, dès qu'elle serait sûre de la fiabilité du Fonds de stabilité, elle abonderait le « véhicule spécial ». Pas de chance pour les dirigeants européens qui comptaient précisément sur l'abondement de la Chine pour fiabiliser leur Fonds de Stabilité.

En attendant, l'Italie est soumise à la surveillance étroite de la Commission européenne et du FMI et subit un plan d'austérité qui va étouffer une croissance déjà atone et la plonger dans la récession qui ne pourra qu'augmenter le montant de sa dette publique.

Jean-Jacques Chavigné